



Comité Français pour la
Solidarité Internationale

32, rue Le Peletier
75009 Paris - France

Tél.: 33 (0) 1 44 83 88 50

Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

e.mail : info@cfsi.asso.fr

Rapport d'activités 2006

Présenté à l'assemblée générale du CFSI
21 juin 2007

1 INTRODUCTION	3
2 LES ACTIVITES D'EDUCATION AU DEVELOPEMENT ET DE PLAIDOYER	5
2.1 Concertation avec les décideurs européens	6
2.2 Concertation avec les organisations de la société civile des pays en développement et des nouveaux États membres	9
2.3 Formation et mobilisation des relais d'opinion ciblés	11
2.4 Mobilisation de l'opinion publique européenne	13
2.5 Bilan général	17
3 COOPERATIONS INTERNATIONALES	18
3.1 L'appui aux initiatives des membres	19
L'appui aux projets thématiques	19
L'appui aux besoins stratégiques, institutionnels et organisationnels	20
3.2 Montage d'actions mobilisatrices	23
3.3 Autres activités	26
Valorisation de l'épargne des migrants	26
Recherche de fonds institutionnels et privés	26
3.4 Perspectives 2007	27
4 SERVICES COMMUNS	28
4.1 Vie associative	28
4.2 Administration et finances	28
4.3 Marketing direct	29
4.4 Actions et outils de communication	30
5 ANNEXES	35
5.1 ALIMENTERRE – l'activité des pôles et relais régionaux	36
5.2 Les actions menées par les étudiants	40
5.3 Le CFSI à Paris	45

1 INTRODUCTION

Les résultats des activités engagées en 2006 par l'équipe exécutive du CFSI présentent un visage contrasté. Cette année, très dense, a confirmé et consolidé les choix construits avec les instances de l'association dans les années précédentes.

Notre bilan peut être résumé en quelques points.

Le programme ALIMENTERRE

2006 était la première des trois années d'un soutien européen au consortium constitué avec les associations SOS Faim de Belgique et du Luxembourg. La stratégie d'action a été formulée comme « sensibiliser pour mobiliser », créant un lien étroit entre les activités de type éducation au développement et les activités de plaidoyer.

En matière d'éducation au développement, le CFSI a consacré un investissement financier et humain significatif pour la réalisation de deux expositions mobiles traitant des enjeux des échanges internationaux pour l'agriculture et l'alimentation. Ces expositions continueront d'être valorisées en 2007 et 2008.

En matière de plaidoyer, le choix, effectué dans le cadre du Groupe d'appui plaidoyer (commission issue du conseil de direction du CFSI), s'est porté sur la question cruciale et d'actualité des Accords de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne et les pays ACP (Afrique, Caraïbe, Pacifique). Pour porter ce plaidoyer vers les décideurs publics français et européens, une campagne de pétition a été lancée, en prenant l'exemple de la filière lait. Cette mise en exergue a certainement contribué à rendre plus accessible cette question complexe des APE aux yeux de citoyens européens ou africains qui ont été 46 000 à signer la pétition.

Le programme d'appui au développement

Le CFSI a poursuivi son engagement sur le thème de l'agriculture et l'alimentation, et sur celui de l'économie sociale et solidaire. Il a renforcé simultanément son investissement sur l'approche transversale de la participation des organisations de la société civile aux politiques publiques. Le mode opératoire suit deux voies complémentaires : d'une part, soutenir l'action engagée par les organisations membres ; d'autre part, préparer, monter puis conduire des programmes mobilisateurs engageant des organisations membres ainsi que des partenaires extérieurs à l'association.

En 2006, 20 actions présentées par 12 organisations membres distinctes ont reçu un appui financier. Ces actions ont été identifiées dans le cadre de deux appels à initiatives, l'un sur les thèmes agriculture/alimentation et économie sociale et solidaire, l'autre dans le cadre du programme société civile et participation.

L'engagement du CFSI dans des projets sectoriels continue de se réduire. Il est limité à deux initiatives porteuses d'innovations (Cambodge et Madagascar), et est l'occasion de maintenir des échanges de pratiques entre organisations membres.

Un fort investissement a été consenti en vue de mettre en place des programmes concertés pluri acteurs. Le premier se situe en Algérie et permet d'avoir une action mobilisatrice pour renforcer des réseaux associatifs nationaux sur le thème de l'enfance et de la jeunesse. Préparé en 2006, il a démarré effectivement en phase pilote au début de l'année 2007 pour atteindre sa dimension opérationnelle (tour de table, financement) à partir de 2008. Le second devrait prendre la place du Programme Dialogue citoyen initié en 2004 en République du Congo : son étude préalable démarre en 2007 pour une mise en place effective prévue en 2008.

La concentration sectorielle et la limitation des engagements de l'équipe exécutive sur quelques programmes à acteurs multiples ont certainement renforcé la cohérence de nos engagements et consolidé les savoir-faire de l'équipe. L'exigence de qualité poussera celle-ci à

développer ses efforts d'animation et d'échanges entre organisations membres, à l'exemple du séminaire organisé en novembre 2006.

Les moyens de l'action

L'équipe maintient un effectif très limité (8 équivalents temps plein à fin 2006) au regard du budget croissant de l'association, dépassant, depuis 2005, 2 millions d'euros. Cet effectif resserré, couplé à la diversité des fonctions assurées, demande à chacun des intervenants de déployer un large éventail de compétences.

La nature des activités mises en œuvre par le CFSI et soutenues financièrement par le ministère des Affaires étrangères ou l'Union européenne, permet de couvrir de façon satisfaisante les frais de personnel opérationnel (financement du programme **ALIMENTERRE**, de la convention programme société civile et participation). L'engagement prévu en 2007 et 2008 du CFSI comme chef de file des programmes concertés pluri acteurs en Algérie et au Congo, pour des périodes de 4 ans renouvelables, contribue lui aussi à sécuriser sur la durée le financement des frais de structure, tout en dégageant des ressources opérationnelles importantes.

Le CFSI est sur la voie d'une viabilité de moyen terme, dans le respect des missions qui lui ont été confiées par ses membres. Pour y aboutir pleinement, il faut encore réussir à lever une contrainte, celle des ressources propres. Les besoins de l'activité, comme le service aux membres requièrent d'augmenter ces dernières. Une telle augmentation va également dans le sens du maintien de l'autonomie vis-à-vis du financement public, même si le ratio privé/public reste encore très correct pour le CFSI et le situe dans une position intermédiaire dans le paysage des ONG françaises.

Le résultat de la collecte 2006 est resté sur le palier constaté en 2005, alors qu'on pouvait espérer une poursuite de sa courbe ascendante. Une prévision, très raisonnable, pour 2007, indique une hausse limitée, liée à la poursuite des investissements pour mobiliser et fidéliser de nouveaux donateurs. Mais cette augmentation ne suffit pas à assurer les besoins en fonds propres. La tentative, discutée lors de l'Assemblée générale de 2006, de créer, en synergie avec les organisations membres, un fonds spécial sur l'agriculture et l'alimentation, n'a pas abouti. En effet, les membres n'ont pas pu mobiliser les moyens nécessaires pour démarrer un tel fonds, ou n'ont pas souhaité s'y engager. C'est donc en diversifiant les partenariats financiers que le CFSI tente aujourd'hui de répondre à cet enjeu majeur. Le soutien des membres dans cette démarche sera le bienvenu !

2 LES ACTIVITES D'EDUCATION AU DEVELOPEMENT ET DE PLAIDOYER

En 2006, le CFSI a continué à assumer son rôle de chef de file de la Commission agriculture et alimentation (C2A) de Coordination Sud. Nous avons également participé aux activités du RADIS (Réseau pour une alimentation et une agriculture durables et solidaires) et, en particulier, nous avons activement participé à son évaluation et à la redéfinition de ses missions.

En matière d'éducation au développement et de mobilisation de l'opinion publique tout comme dans le domaine du plaidoyer institutionnel, **ALIMENTERRE** a été au cœur des activités du CFSI.

Le collectif **ALIMENTERRE** qui réunit depuis 2006 le CFSI, SOS Faim Belgique et SOS Faim Luxembourg a pour but de promouvoir un meilleur respect du droit à l'alimentation en défendant l'agriculture familiale dans les pays du Sud.

2006 marque un tournant : dans le cadre de la campagne « Lait : l'Europe est vache avec l'Afrique », nous avons cherché à sensibiliser les citoyens pour les mobiliser et contribuer ainsi à peser sur les décisions. A partir de l'exemple de la filière « lait », nous voulions que les politiques publiques européennes (négociations des APE - Accords de Partenariat Economique, Aide Publique au Développement, Politique Agricole Commune) soient plus conformes au droit à l'alimentation et aux intérêts de l'agriculture familiale du Sud, en défendant le principe de souveraineté alimentaire.

Nous développons ci-dessous le volet français des activités, articulé autour de 4 axes :

- concertation avec les décideurs européens ;
- concertation avec les organisations de la société civile des pays en développement et des nouveaux États membres ;
- formation et mobilisation des relais d'opinion ciblés dans les trois pays de l'action ;
- mobilisation de l'opinion publique européenne.

2.1 Concertation avec les décideurs européens

Etudes

Réalisation de trois études :

- Les filières laitières au Mali, produite par le CFSI ;
- Les filières laitières au Cameroun, réalisée par l'ONG camerounaise ACDIC (Association Citoyenne de Défense des Intérêts Collectifs) ;
- Pour un commerce équitable des produits laitiers, rédigée par le GRET et portant sur le volet laitier de la politique agricole commune.

Ces études ont permis de réunir les informations nécessaires à l'élaboration d'un argumentaire pertinent pour les actions d'éducation et de plaidoyer. Elles ont été diffusées par mail et sont consultables sur les sites internet du CFSI et de SOS Faim.

Séminaire national en France

Le 14 juin 2006, le CFSI avec le concours de deux de ses membres (CGT et GRET) a organisé le séminaire : « Les APE : un danger pour les paysans et les travailleurs des pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) ? » qui a réuni une quarantaine de responsables associatifs, syndicaux, du ministère des Affaires étrangères et de chercheurs originaires de France, de Belgique, des Pays-Bas, du Sénégal, du Niger, du Cameroun, etc. Il s'agissait de favoriser les convergences d'approches entre les mouvements de défense de l'agriculture familiale et du principe de souveraineté alimentaire et les syndicats de travailleurs. Ce **séminaire** a favorisé les collaborations sur les APE entre organisations françaises de solidarité internationale et la CGT. Citons la lettre commune adressée à l'ambassadeur d'Allemagne en France en vue d'une rencontre le 19 avril 2007, lors de la journée internationale UE-ACP de mobilisation de la société civile sur les APE.

Séminaire international au Cameroun

Objectif

Ce séminaire s'est déroulé du 25 novembre au 3 décembre 2006. Il est le premier d'une série de trois, qui seront organisés chaque année entre 2006 et 2008. L'objectif majeur de ce premier séminaire international du Collectif ALIMENT**TERRE** était l'échange, en vue, à terme, de favoriser les alliances et les actions conjointes entre acteurs des sociétés civiles d'Europe de l'Ouest, de Pologne et d'Afrique en faveur de l'agriculture familiale et du droit à l'alimentation. Près de 40 personnes d'origine camerounaise, sénégalaise, nigérienne, polonaise, française, belge, Luxembourgeoise... avaient été invitées, pour permettre une communication d'informations fluide et de réels débats. Ils représentaient des Organisations paysannes, des ONG, des décideurs politiques, dont M. Ardanowski, vice-ministre polonais de l'agriculture. Pour les 6 participants polonais, il s'agissait d'une découverte du continent africain.

Déroulement des activités

2 journées de visite terrain dans les régions de Bafoussam et Bamenda (nord du Cameroun), ont permis de commencer le séminaire de manière concrète et conviviale. Pour couper les journées de réflexion à Yaoundé, nous avons visité un des marchés de la ville. Le séminaire a coïncidé avec un dîner parlementaire organisé par l'ACDIC (Association citoyenne de défense des intérêts collectifs) et la conférence de presse pour présentation des résultats de leur campagne Souveraineté Alimentaire (plus de 620 000 pétitions signées aux quatre coins du pays). La présence des participants du séminaire était importante pour manifester le soutien du Collectif ALIMENT**TERRE** aux campagnes de l'ACDIC.

Etat des lieux des discussions

Les discussions se sont centrées autour des différents acteurs impliqués dans la thématique (agriculteurs familiaux, organisations paysannes, et agro-industries) et des dynamiques en place imposées et recherchées (libéralisation, intégration régionale, mouvements des organisations paysannes) : les événements organisés par l'ACDIC (dîner parlementaire, conférence de presse) ont été l'illustration de la réussite d'un mouvement de mobilisation.

Conclusions

Cette rencontre était une première étape dans le dialogue des « défenseurs » de l'agriculture familiale d'Afrique, d'Europe de l'Ouest et de Pologne. Cette première étape est à consolider, renforcer et alimenter. Le prochain séminaire en Pologne s'appuiera sur les résultats de ce séminaire.

Participation aux rendez-vous nationaux, européens et internationaux

France

En mai 2006, le CFSI a participé à l'élaboration du document de position de Coordination Sud, la plateforme des ONG françaises de solidarité internationale, sur les APE : « APE : accords de partenariat ou de paupérisation économique ? ». Ce document a été présenté en juin à Mme Christine Lagarde, Ministre déléguée au commerce extérieur et à M. Jean-Claude Lefort, député, rapporteur de la mission de l'Assemblée Nationale sur la négociation des APE avec les pays ACP (rapport publié le 5 juillet).

Participation à l'organisation du séminaire de Coordination Sud sur les APE : « une autre coopération entre l'Europe et l'Afrique », avec l'appui de Jean-Claude Lefort, député (Assemblée nationale, Paris, décembre 2006). Cette rencontre qui avait réuni une cinquantaine de personnes visait à sensibiliser et mobiliser les participants tout en établissant un dialogue avec des représentants des partis politiques dans la perspective des prochaines élections présidentielles et législatives de 2007. Parmi les intervenants, nous avons invité des représentants africains d'ACORD, fortement mobilisés sur les APE ; de la fédération des producteurs du Fouta Djallon (Guinée), qui a témoigné du rôle positif de la protection des marchés à partir de l'exemple de la production de pommes de terre, et de l'ACDIC (Association citoyenne de défense des intérêts collectifs, Cameroun). L'ACDIC avait lancé la campagne « aidez-les à nous nourrir » demandant au gouvernement camerounais d'accroître le budget destiné à l'agriculture. Leur pétition avait recueilli 620 000 signatures. Après une première partie sur le rôle de la protection des marchés comme outil de développement à l'occasion de la sortie du rapport de Coordination Sud sur ce thème, les débats ont porté sur les APE. Les représentants du PS, du PCF, de l'UDF et des Verts ont exprimé leurs points de vue. Un représentant de l'UMP, indisponible lors du séminaire, a rencontré Coordination Sud en février 2007.

En mars et avril 2007, lors de la clôture de la campagne « Lait : l'Europe est vache avec l'Afrique », le CFSI a rencontré successivement des membres des cabinets des Ministres de la coopération, du commerce extérieur et de l'agriculture.

Europe

Participation de SOS Faim et du CFSI à l'atelier : « Quel avenir pour l'agriculture familiale dans les pays ACP ? (Bruxelles) organisé par le CTA et le CSA, en partenariat avec le ROPPA Réseau des organisations de producteurs et de paysans d'Afrique de l'Ouest, la Commission européenne en mai 2006.

Une personne de SOS Faim Belgique s'est rendue à Vienne, à l'occasion de l'assemblée paritaire UE-ACP, à Vienne en juin 2006. Le 19 juin, en marge de cette assemblée un atelier était organisé par le Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), des organisations paysannes et de la société civile d'Afrique de l'Est, de l'Ouest et Centrale ainsi que des Caraïbes. Cet atelier était soutenu par des campagnes "EuropAfrica : pour une agriculture solidaire et durable au Nord et au Sud " (Terra Nuova, Collectif Straté-

gies Alimentaires, Crocevia), et "ALIMENT**TERRE**" (SOS-Faim, CFSI), du Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA), du CTA, APRODEV et EED. Objectif : débattre sur les APE : « Les APE peuvent-ils être un instrument pour promouvoir des intégrations socio-économique et culturelle dans les régions ACP ? ». La présence du Collectif à Vienne était également l'occasion de nouer des liens avec les politiques (surtout des parlementaires européens et la société civile africaine).

International

En mars 2006, le CFSI a participé à la convention du ROPPA (Saint Louis, Sénégal) : bilan de 5 ans d'actions et adoption de ses orientations pour les 5 prochaines années. Le ROPPA est très actif dans la défense du principe de souveraineté alimentaire, notamment dans le cadre des négociations APE.

SOS Faim Belgique a participé au séminaire Souveraineté Alimentaire organisé par le ROPPA à Niamey en novembre 2006. Ce fut une occasion de dialoguer avec des politiques africains (nigériens surtout) et des membres de la délégation de la CEDEAO (communauté des états de l'Afrique de l'Ouest).

Le CFSI a participé au Forum spécial organisé par la FAO (Organisation des Nations-Unies pour l'agriculture), à Rome, en novembre 2006, à l'occasion de l'examen à mi-parcours du plan d'action du sommet mondial de l'alimentation, au comité de la sécurité alimentaires de la FAO et aux rencontres de la société civile organisée par le CIP (Comité international de planification pour la sécurité alimentaire) et le réseau international More and Better (pour une aide plus importante et de meilleure qualité en faveur de l'agriculture).

2.2 Concertation avec les organisations de la société civile des pays en développement et des nouveaux États membres

Afrique

Le collectif **ALIMENTERRE**, via SOS Faim, a travaillé en étroite collaboration avec l'ACDIC (Association citoyenne de défense des intérêts collectifs), qui a mené en 2006, une campagne pour la souveraineté alimentaire illustrée par plusieurs produits dont le lait. « Laissez-les nous nourrir » et « Laissez-nous les nourrir » étaient les messages des pétitions signées respectivement par les consommateurs et les producteurs. En tout plus de 620 000 pétitions ont été collectées sur le territoire camerounais. L'ACDIC a réalisé pour le collectif **ALIMENTERRE** l'étude sur la filière « lait » au Cameroun et assurée l'organisation matérielle du séminaire international de Yaoundé.

L'association APEL-ZP au Niger s'est associée à la campagne « Lait : l'Europe est vache avec l'Afrique » et a réuni près de 10 000 signatures. En Mauritanie, l'Association pour les producteurs laitiers transhumants (APLT) a pris une initiative semblable et recueilli un millier de signatures.

Nous avons participé à 3 rencontres organisées par, ou avec le ROPPA, le Réseau des organisations paysannes d'Afrique de l'Ouest.

Les différents séminaires décrits plus haut ont également contribué à la concertation avec des organisations de la société civile africaine originaires du Sénégal, du Cameroun, du Niger, du Ghana, du Kenya, de Guinée...

Enfin, des échanges ont eu lieu à l'occasion de la venue de partenaires dans le cadre d'actions de sensibilisation et de mobilisation de l'opinion publique. Pendant une dizaine de jours en octobre 2006, 3 partenaires travaillant pour la filière « lait » au Mali, au Sénégal et en Mongolie (éclairage asiatique, la production de fromage mongole étant concurrencée par des importations de fromages européens) sont venus en France.

Pologne

Nous voulons promouvoir une agriculture familiale durable et solidaire en Europe et dans le monde en exerçant une influence sur les politiques européennes dans les domaines de l'agriculture (PAC) et du commerce international des produits agricoles (Négociations APE...).

Sur ces questions, des alliances se sont nouées entre organisations de la société civile de l'ex-Europe des 15 (Plate-forme européenne pour la souveraineté alimentaire, sur la PAC ; CFSI-SOS Faim Belgique et Luxembourg sur les APE etc.). L'élargissement de l'Europe à 25 rend nécessaire un élargissement parallèle des alliances entre organisations de la société civile.

C'est la raison pour laquelle nous avons inclus dans notre projet « **ALIMENTERRE** », la mise en place d'un programme d'échanges entre des organisations polonaises, françaises, belges, luxembourgeoises et africaines. La Pologne a été choisie car il s'agit, de loin, du principal pays agricole au sein des Nouveaux états membres.

Après une mission exploratoire en 2005, 2 missions en février et avril 2006 ont permis de structurer un réseau informel d'organisations polonaises réunissant le syndicat Solidarnosc des paysans, Action humanitaire polonaise (PAH, principale ONG polonaise, animatrice du groupe de travail « éducation au développement » au sein de la plateforme des ONG polonaises), du Club écologique polonais (Branche polonaise des Amis de la terre, animatrice de la coalition polonaise pour l'agriculture biologique), du conseil national des chambres d'agriculture... D'autres organisations ont manifesté leur intérêt pour ce programme d'échanges (associations des consommateurs polonais SKP, banques alimentaires SOS...). Ce programme bénéficie du soutien du Ministère polonais de l'agriculture et, en particulier de son vice-ministre, M. Ardanowski. Ce réseau informel est animé par Piotr Dabrowski, ancien porte-parole de Solidarnosc des paysans et ancien vice-ministre de l'agriculture au début des années 90.

La principale activité de ce programme a été la préparation et la participation d'une délégation de 6 représentants polonais au séminaire international de Yaoundé qui leur a permis de dé-

couvrir les réalités de l'agriculture familiale au Cameroun, les enjeux des APE et de présenter la situation de l'agriculture polonaise.

En septembre 2007, les partenaires polonais assureront l'organisation matérielle du séminaire international du collectif ALIMENT**TERRE**.

Réseau européen des plates-formes pour la souveraineté alimentaire

Ce réseau, présent dans une dizaine de pays européens (ex-Europe des 15) vise à promouvoir une politique agricole commune durable et solidaire vis-à-vis des pays du Sud. Il regroupe des organisations paysannes, des associations de solidarité internationale, de consommateurs et des mouvements de défense de l'environnement.

Nous avons favorisé la participation de 2 représentants de nos partenaires polonais lors de la rencontre européenne de Vienne en mai 2006 afin de poser les premières bases d'un processus pouvant conduire à la création d'une plate-forme nationale en Pologne. Une partie de la rencontre a été consacrée au thème « Impact de la politique agricole commune sur la situation de l'agriculture en Europe, en particulier dans les pays de l'Europe orientale » avec la participation d'organisations de Hongrie et de Slovaquie.

Nous avons également financé la participation d'un représentant français supplémentaire à cette rencontre.

2.3 Formation et mobilisation des relais d'opinion ciblés

Nous nous adressons à 2 types de relais : les réseaux militants et les médias.

Réseau militant :

Pôles et relais locaux ALIMENTERRE

L'animation du réseau a été structurée autour des actions suivantes :

- Production d'un manuel à destination des animateurs locaux de la campagne afin de leur donner les informations nécessaires tant sur le contenu de la campagne que sur son organisation concrète localement.
- Organisation d'une formation de 2 jours en juin 2006 à laquelle ont participé une vingtaine d'animateurs locaux de la campagne. Une première partie a abordé les questions de fond (Accords de Cotonou et APE ; la PAC et le marché européen du lait ; les filières lait en Afrique à partir de l'exemple du Burkina Faso). Parmi les intervenants citons Maurice Oudet, responsable d'une ONG burkinabé et auteur de l'étude « la révolution blanche est-elle possible au Burkina ? ». La deuxième partie portait sur la mise en œuvre locale de la campagne (comment sensibiliser les publics ciblés ? avec quels outils ?...). Une session de travail a également été consacrée aux relations médias avec la participation du directeur du mensuel Alternatives économiques. Les participants ont à leur tour organisé en régions 22 formations touchant près de 400 personnes.
- Organisation d'une rencontre des pôles et relais en décembre 2006 pour établir un bilan provisoire de la campagne et définir ses perspectives pour les mois suivants.

Réseau étudiants

En partenariat avec Ingénieurs sans frontière (membre du CFSI), de Déclic et de la FAGE (réseau national d'associations étudiantes) nous avons mené une action spécifique de sensibilisation et de mobilisation des étudiants. Cet engagement avec un nouveau réseau a permis de développer de types d'action de sensibilisation et de mobiliser le réseau pour des actions de signatures de la pétition de campagne.

Partenaires et soutiens de la campagne

Les partenaires et soutiens ont généralement informé leurs réseaux et relayé la campagne, les partenaires ayant une implication plus forte que les soutiens.

- Partenaires : Agronomes et vétérinaires sans frontières, Cohérence, Déclic, FAGE, FIAN France, Foi et Justice, Ingénieurs sans Frontière.
- Soutiens : outre les pôles et relais locaux ALIMENTERRE, citons : Action consommation, Afrique Verte, Chrétiens en monde rural, la Confédération paysanne, Coordination Sud, le CRID, la Fédération Artisans du Monde, la Fédération Nationale de l'Agriculture Biologique, le GRET, les Amis de la Terre et Oxfam-France Agir Ici.

Autres réseaux

Animation par le CFSI et SOS Faim d'un atelier consacré à ALIMENTERRE lors de l'Université d'été de la solidarité internationale organisée par le CRID (France) et le CNCD France) et le CNCD (Belgique), en juillet 2006.

Médias :

Nous avons produit un dossier de presse et plusieurs communiqués.

Un petit déjeuner de presse a été organisé le 10 octobre 2006, lors du lancement de la campagne en France, avec la participation de partenaires africains et d'un représentant de la Confédération paysanne.

Ces actions et celles qui ont été menées en région ont permis de faire progresser l'impact médiatique d' **ALIMENTERRE**. L'Argus de presse a adressé 178 coupures de presse en 2006 contre 128 en 2005 (Articles dans Le Monde, La Tribune etc.) Des émissions de radio sur France Culture, Radio France Internationale etc. ont également eu lieu.

Nous avons également coproduit un dossier avec le mensuel Alternatives économiques (plus de 100 000 ex.). Il a fait l'objet d'un tiré à part diffusé en France à 10 000 exemplaires.

2.4 Mobilisation de l'opinion publique européenne

Outils

La campagne a été élaborée collectivement par les 3 organisations membres du consortium. L'argumentaire et le texte de la pétition sont communs. La plupart des outils, placés sous la responsabilité d'un des membres du consortium ont été conçus collectivement et/ou diffusés dans les 3 pays :

Un stand (9 m2) facilement transportable. Les panneaux (100*80) visent à expliquer le paradoxe de la faim dans le monde « je cultive donc j'ai faim », par des illustrations sur le commerce mondial, et soulignent l'importance des politiques de soutien. Politiques qui peuvent avoir des conséquences positives, mais aussi des effets pervers. Ce type de support convient particulièrement dans une classe. Il est utilisé en France, en Belgique et au Luxembourg.

Un stand (45 m2), visuellement très accrocheur convient particulièrement pour des grands espaces : cour, grande salle ... pour attirer l'attention des gens et les inviter à venir chercher de l'information. Stand plus interactif, utilisé en Belgique et au Luxembourg, composé des éléments suivants :

- La carte de la faim (2.75m*1.50m) dans le monde, illustre le paradoxe de l'agriculture, en montrant que ce sont dans les zones du monde où l'on souffre le moins de la faim qu'il y a le moins d'agriculteurs et inversement, les zones dévastées par la faim, qui comptent le plus de personnes censées vivre de l'agriculture. L'articulation de la carte implique une interaction de l'interlocuteur qui est invité à décrocher des fiches pour découvrir les informations.
- La BD (2.75m*1.20m) en quelques bulles illustre le rôle et la place des politiques commerciales, comme acteurs de la faillite de l'agriculture familiale.
- Un questionnaire à choix multiple accompagne ces 2 supports. Le questionnaire, est axé sur le constat (chiffre, et réalité qui permet de se rendre compte de l'ampleur du phénomène) ou sur les causes et les actions possibles.

Une exposition itinérante de 150 m2 qui circulera en France et au Luxembourg jusqu'à fin 2008. Elle est composée de 3 parties :

- Les paradoxes de la faim qui expliquent les causes de la faim dans le monde,
- La chronique des marchés et les initiatives paysannes en Afrique : présentation des dysfonctionnements du commerce international des produits agricoles à travers les exemples du lait, du poulet, des tomates et du riz pris dans 4 pays africains. Nous exposons les initiatives d'organisations de la société civile en Afrique face à ces problèmes ;
- Un espace « café citoyen du monde » dans lequel les visiteurs peuvent débattre et s'informer sur ce qu'ils peuvent faire concrètement.

L'exposition est illustrée par des films, des objets, des sons (marché en Inde, caisse enregistreuse...). La visite est soit guidée soit libre. Une affiche a été produite pour promouvoir l'exposition. Une brochure qui reprend les principaux éléments d'information figurant dans l'exposition est remise aux visiteurs.

Dossier accessible à partir de 15 ans : « les enjeux du développement de la filière lait en Afrique : 9 fiches pour comprendre ».

Dossier de fond sur le thème de la campagne avec Alternatives économiques en France (tiré à part : 10 000 ex. dont la plupart des articles ont été publiés par le mensuel édité à 100 000 ex.) et dans Défi Sud, en Belgique et au Luxembourg.

Pour les étudiants : création d'un blog (www.etudiantpasvache.org) et d'une affiche spéciale.

Affiches et cartes postales reprenant le visuel de la campagne.

Un dépliant présentant le collectif européen ALIMENTERRE et ses analyses.

Dépliant « pétition » : Ce dépliant présente de manière synthétique l'argumentaire de la campagne et comprend un volet « pétition ». Une version adaptée à chaque pays à ensuite été éditée.

Une pétition photocopiable (A4) et une affiche pétition utilisées sur des stands ont également été diffusées.

Publication d'une **lettre d'information** trimestrielle.

Les sites internet de SOS Faim et du CFSI ont été régulièrement mis à jour et sont également utilisés comme centre de ressources où les principaux documents réalisés par le consortium sont accessibles.

Actions en France

La campagne « Lait : l'Europe est vache avec l'Afrique » a été lancée en octobre 2006. Nous avons invité 4 partenaires dont un n'a pu venir faute de visa. Etaient présents :

- Modibo Diarra, éleveur et président de la fédération des associations de producteurs laitiers de Djitoumou et environs (Mali) ;
- Tiayédia Ndiaye, président de la coopérative laitière CIPPAM (Sénégal) ;
- Alzakhgui Gantulga, assistant technique produits laitiers, Agronomes et Vétérinaires sans Frontière (Mongolie).

Ces partenaires ont participé à une conférence de presse le 10 octobre puis à une tournée d'information dans toute la France.

Cette année, 15 pôles et relais en province, un consortium de trois structures nationales visant le public étudiant, ainsi que trois associations parisiennes ont coordonné des actions dans le cadre de la campagne ALIMENTERRE 2006.

Ces partenaires ont mobilisé eux-mêmes 241 organisations locales pour relayer la campagne. L'action a concerné 50 départements et 74 localités. Les progrès sont notables par rapport à 2005 (environ 160 organisations dans une vingtaine de villes).

Un récapitulatif du public touché par pôle ou partenaire figure dans le tableau ci-dessous.

	Total "grand public"		Total scolaires / étudiants		Formations		Total public touché	
	nb d'actions	nb de public	nb d'actions	nb de public	nb d'actions	nb de public	nb d'actions	nb de public
Pôle et relais régionaux ALIMENTERRE								
Aquitaine	13	1 000	7	500	2	35	22	1 535
Auvergne	6	690	3	3 350	4	46	13	4 086
Briançon	3	150	1	60	0	0	4	210
Franche-Comté	6	4 287	37	5 021	3	33	46	9 341
Languedoc-Roussillon	2	45	5	9 560	3	51	10	9 656
Limousin	4	1 415	6	292	0	0	10	1 707
Lorient	11	160	2	130	0	0	13	290
Marseille	5	1 270	1	35	0	0	6	1 305
Nancy	2	6 535	0	0	1	12	3	6 547
Nantes	1	50	0	0	0	0	1	50
Nord-Pas de Calais	11	4 754	3	89	3	18	17	4 861
Poitou-Charentes	2	600	7	660	0	0	9	1 260
Rambouillet	4	1 505	5	425	2	40	11	1 970
Rhône-Alpes	11	3 035	4	215	0	0	15	3 250
Saint-Brieuc	2	90	2	260	0	0	4	350
Partenaires étudiants								
Déclic-FAGE-ISF			49	37 640	9	225	58	37 865
Starting-Block	1	50	22	485	1	20	24	555
CSI¹ et Terre en Tête								
Paris/CFSI	5	4 600	0	0	4	115	9	4 715
TOTAL	89	30 236	154	58 722	32	595	275	89 553

1 La manifestation lors de la Fête de la Science à la Cité des Sciences à Paris draine 50 000 personnes. Un public de 4 000 personnes ayant visité les stands et l'exposition « ALIMENTERRE, des paysans contre la faim », a été comptabilisé.

Environ 90 000 personnes en France ont donc été sensibilisées, informées et mobilisées par ALIMENTERRE 2006. 244 actions ont été conduites dont plus de 60 % à destination d'un public scolaire ou étudiants. Le consortium Déclic-Fage-ISF a grandement favorisé la diffusion de la campagne en milieu étudiant. Le plus souvent assurées par le CFSI et ses membres, les 32 formations réalisées ont visé près de 600 militants associatifs, chargés d'expliquer, de relayer et de coordonner la campagne auprès de leur propre réseau.

1- Le réseau des pôles et relais régionaux

Les pôles et relais ALIMENTERRE ont une envergure différente selon les régions et se répartissent comme tel :

8 pôles régionaux	Aquitaine	(Bordeaux)
	Auvergne	(Clermont-Ferrand)
	Franche-Comté	(Besançon)
	Languedoc-Roussillon	(Montpellier)
	Limousin	(Limoges)
	Nord-Pas de Calais	(Lille)
	Poitou-Charentes	(Poitiers)
	Rhône-Alpes	(Lyon)
7 relais locaux	Briançon	

(dont 1 nouveau)	Lorient Marseille Nancy Nantes Rambouillet Saint-Brieuc
------------------	--

Les activités conduites par ces pôles diffèrent dans leur nature et dans le public visé. Le tableau ci-dessous détaille pour chacune le nombre d'événements et de personnes touchées.

	Nombre d'événements organisés	Nombre de personnes touchées	Nombre de villes ou localités / départements
Marché(s) alimentaire(s) et solidaire(s)	10	23 255	10 / 9
Stands organisés ou tenus lors de foire ou forums	29	5881	20 / 16
Débats, tables rondes, conférences	38 dont 34 avaient un lien direct avec la campagne Lait	2001	34 / 26
Animations en milieu scolaire, étudiants ou autres	94 dont 52 avaient un lien direct avec la campagne Lait	6177	45 / 29
Repas, petits-déjeuners ou goûters solidaires organisés <i>en milieu scolaire et étudiants</i>	13 dont 5 avaient un lien direct avec la campagne Lait	17005	12 / 12
Repas, petits-déjeuners ou goûters solidaires organisés <i>à destination du grand public</i>	3	370	3 / 2
Expositions	30 dont 26 avaient un lien direct avec la campagne Lait	4336	19 / 15
Autres actions	25 dont 24 avaient un lien direct avec la campagne Lait	Plus de 27 000	18 / 16
Formation des acteurs et militants participant à ALIMENT-TERRE	32 dont 31 avaient un lien direct avec la campagne Lait	595	26 / 24

Le cumul des personnes touchées n'est pas pertinent. Une même personne peut avoir participé à plusieurs manifestations.

2.5 Bilan général

L'essentiel des activités prévues ont été réalisées :

- Concertation avec les décideurs politiques : les études programmées ont été réalisées en ajustant les thématiques. Nous avons organisé les séminaires prévus. Un ministre polonais était présent lors du séminaire international au Cameroun. Les participants au séminaire ont également participé au dîner organisé par l'ACDIC à destination des parlementaires camerounais et qui a débouché sur la création d'un réseau de parlementaires pour la sécurité alimentaire. La campagne s'est achevée en mars 2007 avec la remise des pétitions aux représentants de la plupart des ministères ciblés (Ministre de la coopération luxembourgeoise, représentants des cabinets de ministres des affaires étrangères, de la coopération et des affaires européennes en Belgique, représentants des cabinets des ministres de l'agriculture, de la coopération et du commerce extérieur en France...). Les actes du séminaire international ont été remplacés par un « powerpoint » qui synthétise les principaux éléments débattus.
- Concertation avec les acteurs de la société civile du Sud et des nouveaux Etats membres : les objectifs que nous nous étions fixés sont atteints. Le lancement du programme en Pologne s'est effectué dans de bonnes conditions. Le document pédagogique en polonais a été reporté à 2007, en lien avec l'organisation du séminaire international qui se déroulera en Pologne.
- Mobilisation des relais d'opinion : les outils prévus ont été réalisés. On constate une légère progression de la mobilisation militante et de la médiatisation. Cependant elle est inférieure aux prévisions car nous avons donné la priorité à la production des outils de sensibilisation qui seront utilisés durant les 3 ans du projet, sur l'animation et le développement du réseau et sur les relations médias. Au cours des 2 dernières années du projet, nous inverserons les priorités au profit de la mobilisation des relais d'opinion, l'essentiel des outils ayant déjà été produits.
- Mobilisation de l'opinion publique européenne : l'ensemble des outils prévus ont été produits, parfois en quantité supérieure aux chiffres annoncés. L'exposition itinérante a commencé à tourner fin 2006. Nous avons dépassé nos objectifs en terme d'impact. Deux exemples : nous avons recueilli 36 000 signatures sur notre pétition au lieu des 20 000 prévus (25 000 en France, 10 000 en Belgique et 1 000 au Luxembourg). A cela s'ajoutent les 10 000 signatures collectées au Niger et en Mauritanie. Une estimation provisoire (l'action étudiante 2006 n'est pas achevée) fait état de plus de 100 000 étudiants touchés soit 4 fois plus que prévu.

L'ensemble de ces résultats renforce la pression de la société civile des pays ACP et de l'Union européenne en faveur de la souveraineté alimentaire et du droit à l'alimentation à l'occasion, notamment, des négociations d'Accords de partenariat économiques. En effet, en France, en Belgique et au Luxembourg, nous agissons en étroite coopération avec les autres organisations de la société civile travaillant sur ces questions. Nous nous appuyons pour cela sur nos partenaires des pays ACP.

3 COOPERATIONS INTERNATIONALES

Les activités de coopération internationale sont concentrées autour de deux axes thématiques et d'une approche transversale. Les deux axes thématiques ont été définis comme **agriculture et alimentation**, d'une part et **économie sociale et solidaire**, d'autre part. L'approche transversale est consacrée au renforcement des **organisations de la société civile**.

Dans ce cadre général, le CFSI développe principalement deux types d'activités :

- l'appui aux initiatives des organisations membres, sous la forme d'appels à projets qui leur sont réservés ;
- le montage d'actions mobilisatrices, sous la forme de programmes collectifs impliquant des organisations membres et des partenaires externes.

3.1 L'appui aux initiatives des membres

L'appui aux projets thématiques

Cet appui est essentiellement financier, puisqu'il consiste à répartir une part de la collecte de dons du CFSI sur des projets précis présentés par les organisations membres lors d'un appel à initiatives.

Le CFSI a lancé, en juin 2006, cet appel à initiatives autour des thématiques A&A (Agriculture et alimentation) et ESS (Economie sociale et solidaire).

Suite à cet appel, le CFSI a reçu douze propositions pour un montant total de 129 845 € pour un budget de 115 000 €. Portées par 11 membres, ces propositions ont été présentées pour avis aux comités de pilotage thématique, puis validées par le bureau. Les actions financées dans le cadre de cet appel sont les suivantes :

	porteur		Pays	Projet	Financement
1	Gret	ESS	Madagascar	Accès aux marchés extrarégionaux des filières artisanat d'art et huile de ricin	10 000 €
2	Essor	ESS	Mozambique	Centre d'information et d'orientation professionnelle UPA	10 000 €
3	Echoppe	ESS	Togo	Promotion économique et sociale des femmes de la ville de Kara	10 000 €
4	Afdi	A&A	Burkina Faso	Appui aux filières maraîchage et Niébé	10 000 €
5	Avsf	A&A	Brésil	Développement durable de l'agriculture dans le bas Tocantins	15 000 €
6	Misola	A&A	Niger	Installation d'une unité de production de farine infantile	10 000 €
7	Grdr	A&A	Mali	Appui à l'activité maraîchage	9 985 €
8	Gret	A&A	Sénégal	Appui au développement de la filière Lait local	10 000 €
9	Isf	A&A	Pays du Sud	Enjeux de la normalisation	7 500 €
10	Geres	A&A	Niger	Égrainage mécanisé du mil	10 000 €
11	Tech-Dev	ESS	Congo	Centres urbains de ressources professionnelles	10 000 €
					112 485 €

Après consultation des membres des comités de pilotage thématique et confrontation avec les avis de l'équipe du CFSI, il a été proposé au Bureau :

- de ne pas retenir une proposition d'action portée par Électriciens sans frontière, proposition jugée trop localisée et ponctuelle, par rapport aux autres propositions et dans le cadre d'un budget inférieur à la somme des demandes ;
- de n'accorder à ISF que la moitié du financement demandé sur 2006 et de poursuivre le financement en 2007 après validation d'un bilan d'étape.

L'accent mis par le CFSI sur la valorisation des résultats et la volonté de communiquer plus ouvertement sur les actions soutenues a eu des retombées positives : le retour d'information est dorénavant plus fluide et régulier.

L'appui aux besoins stratégiques, institutionnels et organisationnels

L'année 2006 a été consacrée à l'animation et l'accompagnement de l'appel lancé en novembre 2005 et financé sur les fonds 2006 L'appel 2007, construit dans le cadre de la convention programme a été lancé en février 2007.

L'appel à initiatives 2006

Les 3 organisations membres du CFSI ayant répondu sur le volet 1 - accompagnement de l'évolution stratégique d'une organisation membre du CFSI dans sa (ses) relation(s) de partenariat Nord/Sud, ont été rencontrées pour discuter des avancées du programme :

- ESSOR : mobilisation d'une tierce expertise pour analyser les partenariats sur les deux pays Brésil et Mozambique ; rencontre avec le CFSI à Paris et à Lille ;
- Echoppe : mobilisation d'une tierce expertise pour accompagner l'évolution de la relation partenariale entre Echoppe France et la structure Echoppe Togo ; rencontre à Paris avec les partenaires du Togo ;
- GERES : mobilisation d'une tierce expertise pour définir une stratégie partenariale avec les parties prenantes ; rencontre à Aubagne.
- Le CR Base Normandie avait répondu avec une sollicitation qui demandait à être affinée. Aucun contact n'a pu être établi malgré plusieurs relances.

	titre du dossier soumis	Financement CFSI-MAE
AFDI	Renforcement des capacités du Syndicat des Organisations Agricoles (SOA : Sendikan'ny Orina Ambanivohitra) / Madagascar	11 980 €
AVSF	Renforcement des capacités organisationnelles de l'ONG APAD Niger	10 844 €
CGT	Appui au renforcement de la Centrale des syndicats des travailleurs du Rwanda (CESTRAR)	9 920 €
ECHOPPE	Accompagnement de l'évolution stratégique d'ECHOPPE France par rapport à ses partenaires togolais	11 300 €
ESSOR	Accompagnement de l'évolution stratégique d'ESSOR dans ses relations partenariales Nord/Sud	14 900 €
GERES	Accompagnement de l'évolution stratégique du GERES	15 985 €
GRDR	Projet de renforcement des capacités du réseau régional des horticulteurs de Kayes (RHK, Mali)	12 000 €
GRET	Contribution au renforcement des capacités politiques, institutionnelles et/ou opérationnelles d'une organisation partenaire : la FE-TRAF	12 000 €
UNMFR	Renforcement des capacités de l'UNMFR malagasy pour le développement de formations rurales à Madagascar	12 000 €
	TOTAUX	110 929 €

Les 6 organisations membres du CFSI ayant répondu au volet 2 - contribution au renforcement des capacités politiques, institutionnelles et/ou opérationnelles d'une organisation partenaire, ont mené à bien leur programme d'activités. L'animation et le suivi du CFSI ont permis de :

- mobiliser l'AFDI et les MFR avec leurs partenaires malgaches pour le séminaire « société civile et participation » de novembre 2006 ;
- mobiliser le GRDR et son partenaire le RHK pour le séminaire SCP de novembre 2006 ; rencontrer lors de leurs missions en France le RHK, bénéficiaire de l'appui financé dans l'appel à initiatives ;
- rencontrer lors de leurs missions en France la FETRAF, partenaire brésilien du GRET, et discuter de l'avancement du projet et de sa poursuite en 2007 ;
- rencontrer la CGT pour faire le point sur la mise en œuvre du programme, et sa finalisation en 2007.

Seuls AVSF et leur partenaire au Niger, l'APAD n'ont pu être rencontrés pour des problèmes de compatibilité d'agenda (mission Congo ou Algérie à chaque visite de l'APAD en France)

Hormis la préparation du séminaire et des échanges bilatéraux, aucun échange n'a pu être organisés faute de disponibilité des acteurs concernés.

Les enjeux identifiés sur le volet 1 sont bien majeurs en terme de stratégie partenariale, et confirment bien que ce volet correspondait à des attentes « non ou difficilement finançables » autrement.

Fin 2006, le FRIO (Fonds de renforcement Institutionnel et Organisationnel) voit le jour à Coordination Sud. Le CFSI suit avec attention son développement afin de s'impliquer au niveau ad hoc. Un tel dispositif pourrait se substituer pour tout ou partie à notre volet, l'accompagnement financé par la convention programme reste toutefois une réelle plus value que le FRIO ne prend pas en compte.

En ce qui concerne les actions soutenues sur le volet 2, le travail d'animation en 2007 permettra d'en tirer des enseignements partageables.

L'animation et le séminaire annuel

Le moment fort de ce volet a été l'organisation d'un séminaire de trois jours (20, 21 et 22 novembre 2006 dans les locaux de l'UNAF). Ce séminaire a réuni 75 personnes dont des représentants de 6 pays (Burkina Faso, Congo Brazzaville, Madagascar, Mali, Mozambique et Vietnam).

Chaque délégation pays était composée de représentants des sociétés civiles, et de représentants soit des structures d'appui (Mozambique), soit de cadres de concertation locaux (Burkina Faso, Mali), soit de l'Etat des pays concerné puisque l'objet était de partager sur les modalités d'organisation pour un dialogue renouvelé sur les politiques publiques et de pouvoir échanger avec les différentes parties prenantes de ces dialogues (Congo Brazzaville, Madagascar et Vietnam).

Ce séminaire s'intitulait « coopération de société civile à société civile : s'organiser pour porter le changement ». Il abordait les thèmes suivants :

- thème 1 : les acteurs de la société civile et leurs organisations collectives, leurs lieux et espaces de dialogues internes, de renforcement ;
- thème 2 : les dynamiques de dialogues entre les acteurs issus de la société civile et les représentants des politiques publiques de développement ;

- thème 3 : les résultats et les stratégies de l'implication des acteurs civils dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques de développement

Il a plus spécialement mobilisé 6 organisations membres – Aube M'bour, la CGT, ESSOR, le GRDR, le GRET, les MFR pour sa préparation, en particulier la validation des thèmes et de la démarche, ainsi que la mobilisation d'expériences significatives et l'accompagnement dans la production des contributions demandées en amont du séminaire, sans oublier l'appui logistique (MFR). La ville de Chambéry s'est également mobilisée une fois le thème retenu pour apporter sa contribution et mobiliser ses partenaires de coopération au Burkina Faso, tout comme l'AFDI pour la mobilisation et la contribution des partenaires malgaches.

Structuré autour de 3 thèmes, le travail s'est organisé de la manière suivante :

- 20 matin : accueil des participants étrangers
- 20 après-midi : ouverture des travaux ; présentation de 3 expériences et travail en groupes sur le thème 1
- 21 matin : présentation de 3 expériences et travail en groupes sur le thème 2
- 21 après-midi : présentation de 3 expériences et travail en groupes sur le thème 3
- 22 toute la journée : trois tables rondes - une par thème, animées par Dominique Rousset, journaliste et productrice radio, réunissant un porte parole des travaux et des personnes ressources extérieures pouvant répondre aux questions soulevées ou porter un regard sur les travaux conduits et les démarches mises en œuvre par les acteurs de terrain.

Les personnes ressources extérieures étaient :

- Rachel Winter-Jones, World Bank / Paris ;
- Olivier Consolo, CONCORD / Bruxelles ;
- Paul Kampakol, FJEC / Congo Brazzaville ;
- Pascal Bergeret, auteur sur le développement au Vietnam / Paris ;
- Abdoulaye Sougouri, maire de Ouahigouia / Burkina Faso ;
- Alain Canonne, MAAIONG / MAE Paris ;
- Olivier Blamangin / Espace Europe International de la CGT ;
- Henri Rouillé d'Orfeuil, Coordination SUD / Paris ;
- Mamadou Camara, RHK/ Mali.

Les fonctions d'animation et de prise de note étaient confiées par le groupe à 2 d'entre eux, et les fonctions de porte parole, chargés en fin de chaque demi journée de faire le point avec les rapporteurs et animateurs des groupes, étaient confiées à 3 personnes de l'Institut pour la Réflexion sur la Gouvernance (IRG). Les actes de ce séminaire sont en cours de publication.

De façon plus générale, les réactions recueillies par les organisations membres et les nombreux partenaires invités pointent l'importance de ce type de débat. Une attention particulière sera portée à la mise en œuvre du prochain séminaire, prévu en début 2008, de façon à valoriser au mieux les paroles et prises de position des acteurs et de leurs partenaires au Sud.

3.2 Montage d'actions mobilisatrices

Programme de développement de l'agriculture familiale (Prey Veng, Cambodge)

Ce programme a démarré ses activités en décembre 2001. Mis en œuvre par une Ong locale, le Cedac, ce programme a pour objectif général la promotion et le développement de l'agriculture familiale au Cambodge. Pour ce faire, il vise à améliorer la productivité et à augmenter la production par l'introduction de petites innovations agricoles, valorisant les ressources locales et respectant l'environnement. Enfin, il vise à permettre aux paysans de s'organiser collectivement en facilitant la constitution d'associations paysannes et en favorisant la concertation avec les autorités locales. Mené dans deux districts de la région de Prey-Veng, ce programme touche directement, au 31 décembre 2006, plus de 6 300 paysans qui appliquent une ou plusieurs innovations proposées, suivent des formations techniques, sont membres d'une association villageoise, etc.

Ce programme est cofinancé par le MAE de décembre 2001 à juin 2005, par la Commission Européenne de janvier 2004 à décembre 2007, puis par la Fondation Ensemble pour l'année 2007. Le cofinancement obtenu du MAE a permis au CFSI d'impliquer opérationnellement plusieurs de ses membres actifs dans le champ thématique Agriculture et Alimentation. Il s'agit du Gret, de l'AFDI, d'AVSF et des MFR en 2005. Le cofinancement du MAE s'étant clôturé en 2005, les activités se sont poursuivies, en 2006, sur la seule base du cofinancement de l'UE. La principale conséquence est l'arrêt, faute d'éligibilité de ce type de coût vis-à-vis de l'Union Européenne, des missions des membres sur ce programme. Le Gret reste impliqué, à minima, sur la méthodologie de l'évaluation et de l'étude d'impact. Le partage d'information reste, néanmoins, une réalité.

Programme de Formation professionnelle pour les artisans (Antsirabé, Madagascar)

Ce programme a démarré ses activités en mars 2005. Mis en œuvre par une Ong locale, l'Iredec, il a pour objectif général de contribuer à développer durablement les savoir-faire et les revenus des petits artisans de la ville d'Antsirabé en facilitant le rapprochement entre l'offre et la demande de formation professionnelle et l'accès des petits artisans à des formations adaptées à leurs besoins.

Après une première phase d'études et de diagnostics, ce programme a atteint son rythme de croisière en janvier 2006. Sur l'année 2006, plus de 4 200 inscriptions à des formations techniques, 380 sessions organisées, 19 prestataires locaux qui proposent 179 modules de formation et des artisans qui contribuent à hauteur de 25 % du coût de leur formation.

Ce programme est cofinancé par le MAE jusqu'en avril 2008 et par le Conseil Régional Ile de France pour l'année 2007.

S'insérant dans la thématique du groupe Activ (devenu Economie sociale et solidaire), ce programme est mené avec un appui technique du Gret et une implication progressive de certains membres actifs sur le sujet. L'association Essor, par le biais de son représentant au Mozambique, s'est impliquée dans ce programme par la réalisation d'une mission d'appui à l'équipe locale sur le thème de l'apprentissage et de l'accès des jeunes apprentis à la formation professionnelle. La préparation et les résultats de cette mission ont donné lieu à la tenue de plusieurs réunions d'échanges entre le CFSI, le Gret et Essor, ainsi que le représentant du FJEC, Paul Kampakol, autour du thème de l'apprentissage.

L'association Echoppe a aussi participé à une réunion autour de ce programme sur le thème de l'accès aux marchés et des pistes d'innovations. Enfin, des discussions ont eu lieu avec la CGT autour de la prise en compte par les syndicats de l'axe formation professionnelle continue pour les petits artisans et avec les MFR autour de l'accès à la formation. 2007 sera mis à profit pour avancer avec ces deux dernières structures sur le sujet.

Programme Dialogue citoyen (Congo)

Cette action constitue l'un des deux volets de la convention programme « Société civile et participation ».

Il s'agit de la mise en œuvre, en lien avec le Forum des Jeunes entreprises du Congo (FJEC), d'un programme d'appui à la structuration de la société civile congolaise et à sa participation à la définition des politiques de réduction de la pauvreté. A la fin de l'année 2006, 150 à 200 organisations congolaises étaient reliées par des échanges dans le cadre de ce programme.

Les 7 plates-formes thématiques mises en place à Brazzaville et à Pointe Noire ont approfondi leurs collectes d'information et finalisé des propositions de mise en œuvre d'actions dans le cadre de la réduction de la pauvreté, en particulier pour contribuer aux consultations de la société civile pour la rédaction du DSRP (Document stratégique de réduction de la pauvreté) final.

Les principales thématiques ayant donné lieu à des avancées significatives sont :

- l'accès à l'eau potable, avec la participation des OSC (organisations de la société civile) à un dialogue national pour l'élaboration de la politique publique d'accès à l'eau avec les bailleurs de fonds. La mobilisation de ces dernières est espérée dans la phase de mise en œuvre ;
- l'accès à la santé scolaire, avec une implication forte des parties prenantes du sujet traité et des évolutions tangibles de la situation grâce à une forte mobilisation citoyenne ;
- l'assainissement, qui a permis d'envisager la relation aux pouvoirs publics territoriaux et permis d'ouvrir le débat avec ces derniers ;
- l'accès à la justice, qui a analysé en profondeur les dysfonctionnements, et a pris conscience de chercher des alliances hors de la sphère de l'Etat. Des rencontres avec des porteurs de pratiques alternatives sont programmés en 2007 avec l'association Juristes Solidarité.

L'année 2006 a aussi été celle de la formation des équipes au plaidoyer, à la conduite de la capitalisation pour abonder l'exercice de capitalisation transversale des programmes concertés pluri acteurs (PCPA) conduits avec le F3E, les porteurs des PCPA Cameroun, Maroc, Roumanie et la MAAIONG.

Plusieurs missions ont été organisées au Congo, impliquant le CIEDEL et l'équipe du CFSI, ainsi que en décembre 2006, la MAAIONG. Cette dernière mission a été l'occasion de confirmer le soutien de la puissance publique française dans le dispositif de concertation mis en place, mais également de proposer son ouverture vers un PCPA qui devrait donner lieu à une étude préalable courant 2007.

Le GRET, PS eau, la CGT ont par ailleurs profité de missions organisées dans d'autres cadres pour rencontrer Dialogue citoyen et travailler avec eux.

Enfin, la refonte du bulletin mensuel « Dialogue citoyen » et son amélioration substantielle ont été planifiées et travaillées avec Syfia International qui conduira une mission en février 2007, et donnera un appui à distance pendant 4 mois.

Programme concerté pluri acteur (Algérie)

Fort de la relation construite entre Touiza Solidarité et le CFSI – soutien de formation d'agents de développement local, une étude préalable à un programme concerté pluri acteurs (PCPA) en Algérie a été conduite de juin 2006 à janvier 2007. Elle a mobilisé l'expertise de Daniel Neu du GRET et de Arab Izarouken du CRASC d'Oran, sous la responsabilité d'un comité de pilotage rassemblant 9 associations algériennes et 6 organisations françaises en plus du CFSI (CUF, membre du CFSI, ainsi que AIDES, CNAJEP, Santé Sud, Touiza Solidarité et WWF).

Elle a donné lieu à :

- une mission de calage de Touiza solidarité et du CFSI à Alger en juin 2006 ;

- un atelier de lancement à Alger en juillet 2006 ;
- un atelier de construction des outils d'un PCPA (programme concerté pluriacteurs) à Alger en octobre 2006 ;
- un atelier de travail sur les thématiques retenues à Alger en décembre 2006 ;
- un atelier de relecture et de validation d'un document programme de 4 ans et d'un document pour une année pilote à Marseille en janvier 2007.

A l'issue de cette étude, l'implication des collectivités locales est acquise et constitue même le pilier de l'un des outils défini pour accompagner l'émergence d'associations locales et donc le développement d'acteurs issus de la société civile sur des territoires définis.

3.3 Autres activités

Valorisation de l'épargne des migrants

Cette action s'inscrit dans le cadre de l'axe « économie sociale et solidaire ».

Faisant suite à un travail d'étude réalisé en 2004 pour le compte de l'AFD (Etude réalisée par le CFSI, le FORIM, le GRET et FINANSOL sur la valorisation de l'épargne des migrants maliens, sénégalais, comoriens, vietnamiens et marocains), une nouvelle étude a été confiée au CFSI en 2005. Il s'agissait de travailler sur la valorisation de l'épargne des migrants Tunisiens et Algériens. Ce travail d'étude s'est effectué en partenariat avec le FORIM. Cette étude a été finalisée et remise à l'AFD en avril 2006.

Toujours à la demande de l'AFD, le CFSI a apporté un appui à l'organisation d'une journée de réflexion, le 29 mars 2006, sur le thème "Migrants, acteurs du développement". Il a été demandé au CFSI la rédaction des notes de cadrages introductives des trois ateliers thématiques ainsi que la production de la synthèse des travaux de la journée.

Enfin, le CFSI a joué un rôle d'interface entre le réseau malien d'épargne et de crédit Kafo Jiginew, qu'il a amplement soutenu depuis 1987 et le Forim, autour de la mise en place d'une ligne "crédit habitat" accessible aux migrants.

Recherche de fonds institutionnels et privés

L'année 2006 a connu une intensification des efforts de l'équipe dans la recherche de fonds privés additionnels et/ou institutionnels.

De nombreux contacts ont été pris et des dossiers déposés auprès de plusieurs fondations ou organismes tels :

- la Fondation Bill & Mélinna Gates en août 2006 avec la collaboration de plusieurs membres du CFSI (AFDI, Echoppe, GRET) sur le thème de la promotion de l'agriculture familiale, sans succès, mais en ayant permis de vérifier qu'un travail collectif est possible, même en plein mois d'août, autour d'un sujet fédérateur ;
- la Fondation Ensemble pour le projet Cambodge, obtention de 50 000 € sur 2007 ;
- l'Agence de la Francophonie pour le projet Madagascar, 23 000 € en discussion en 2007 ;
- le Conseil Régional Ile de France pour le projet Madagascar, obtention de 10 000 € sur 2007 ;
- la Fondation Crédit Coopératif pour le financement d'une étude sur la pratique des membres dans le champ de l'économie sociale et solidaire, obtention de 6 000 € sur 2007.

D'autres contacts ont été pris et donneront lieu à des dépôts de dossiers courant 2007, auprès des Fondations de France, Michelham of Hellingly, Véolia, Un monde par tous, etc.

3.4 Perspectives 2007

Les conditions sont en principe réunies pour maintenir le développement des activités d'appui au développement dans l'orientation définie progressivement dans le cadre des instances de l'association.

La convention programme « société civile et participation » se prolonge sur l'année 2007 et devrait donner lieu à un engagement pluriannuel du ministère des Affaires étrangères. Le PCPA démarré sous forme d'une phase pilote en Algérie au début de l'année 2007 pourrait être confirmé avec un engagement quadriennal de ce même ministère. L'année 2007 devra aussi permettre de savoir si un autre PCPA est mis en place sur le moyen terme en République du Congo.

Le CFSI suit aussi de près la montée en puissance du partenariat entre l'Agence française de développement et les ONG. La perspective du Fonds d'initiatives sectorielles permet d'envisager que le CFSI se présente comme porteur d'un programme de projets mobilisant une partie de ses membres.

Cette orientation générale conduit le CFSI à se spécialiser encore plus dans la fonction d'assembleur, fonction exigeante qui demande à la fois une bonne connaissance des visions, priorités et pratiques des organisations membres, une capacité à assurer le pilotage et le suivi de programmes à acteurs multiples, une rigueur dans la programmation et le suivi, une compétence pour l'animation et la valorisation. L'effectif réduit de l'équipe exécutive rend l'exercice difficile et celle-ci ne peut être étoffée sans disposer en face des garanties de viabilité économique nécessaires. L'expérience a montré, toutefois, que l'équipe pouvait s'appuyer sur la volonté et la disponibilité de plusieurs de ses membres pour assurer sa responsabilité.

Enfin, le développement des activités d'appui au développement de l'association dépend aussi fortement de sa capacité à mobiliser les ressources propres à hauteur des engagements pris. Les choix opérés, notamment avec l'engagement dans la convention programme en cours et avec les PCPA qui se profilent au début de l'année 2007, sont particulièrement pertinents : ils permettent d'assurer le financement des actions des membres en même temps que celui de la gestion des programmes et de leur animation. Les PCPA qui bénéficient d'un cofinancement public à hauteur de 75 %, permettent d'agir de façon significative en limitant la mobilisation des ressources propres au niveau le plus faible possible. Il reste que le CFSI doit augmenter le montant des ressources privées au service de son action. C'est l'un des chantiers prioritaires de l'année 2007 que d'identifier, de sensibiliser et d'établir une relation consistante avec de nouveaux bailleurs privés, à hauteur des engagements nécessaires au développement de l'activité du CFSI. Les premiers résultats enregistrés sur l'année 2007 sont encourageants et l'équipe poursuit ses efforts dans ce sens

4 SERVICES COMMUNS

4.1 Vie associative

En 2006, le CFSI a cherché à développer des dynamiques collectives au plan national et international. Deux pistes de travail ont été étudiées : la mise en place d'un fonds de collecte commune « Agriculture familiale » et l'ouverture au réseau Action Aid International.

Le premier sujet a suscité un intérêt de la part des membres mais ne s'est pas concrétisé faute d'engagements des membres au plan financier et/ou humain permettant sa mise en œuvre.

Le deuxième avait vu l'accord de la quasi majorité des membres du conseil de direction. Au final, Action Aid International a préféré développé une collaboration avec une autre organisation française, engagée dans la question de la responsabilité sociale des entreprises et ayant une configuration plus simple que le CFSI qui réunit différents types d'organisations de la société civile.

Ces deux sujets ont également permis de discuter de la composition actuelle du CFSI et de son avenir. Un accord général existe pour élargir en 2007 le tour de table du CFSI pour qu'il corresponde davantage à la réalité de ses trois axes de travail (agriculture et alimentation, économie sociale et solidaire, société civile et participation) et de ses modalités d'action (coopération, mobilisation de l'opinion publique et éducation au développement, plaidoyer et campagne).

Les quatre réunions du conseil de direction ont été pour la plupart préparées par le bureau. Les thèmes privilégiés de débat ont été les suivants :

Conseil de direction	Thèmes majeurs
Février 2006	Reformulation des trois engagements du CFSI (agriculture et alimentation, économie sociale et solidaire, société civile et participation) Validation des axes de travail du groupe appui plaidoyer et information sur la mise en place du programme en Algérie
Avril 2006	Préparation de l'assemblée générale et révision du règlement intérieur Point d'étape sur l'étude sur la mise en place d'un fonds agriculture familiale
Septembre 06	Discussion sur un partenariat avec Action Aid International Situation financière et suivi des programmes
Novembre 06	Avancée concernant le partenariat avec Action Aid International Situation financière et suivi des programmes

Par ailleurs, en tant qu'adhérent direct de Coordination Sud, le CFSI a maintenu un niveau important de relations avec cette fédération nationale des ONG françaises. Cette implication se manifeste par la participation de son délégué général au Conseil d'administration de Coordination Sud. A ce titre, il représente Coordination Sud auprès de la Confédération européenne Concord.

4.2 Administration et finances

Ce service commun fonctionne sous la responsabilité de Anne-Françoise Taisne. Elle a été assistée sur la première partie de l'année par Rona Dacourt et Masso Bakayoko (toutes deux en contrat de formation en alternance) et à partir de septembre par Magali Bru (contrat à durée déterminée en remplacement d'une salariée en congé parental). Outre la tenue comptable et le suivi budgétaire, il est chargé de la validation de l'ensemble des conventions passées par le CFSI, de la justification des cofinancements auprès des bailleurs de fonds, ainsi que de l'établissement des budgets et bilans.

4.3 Marketing direct

Un renouvellement du fichier et une fidélisation des nouveaux donateurs à développer

La collecte n'a pas connu de nouvelle progression en 2006. En effet, si le nombre de nouveaux donateurs a augmenté (3 760 nouveaux donateurs), leur fidélisation reste difficile. Néanmoins, comme le témoigne l'augmentation du nombre de dons issus de la fidélisation (+ 10 %), les efforts concernant le passage au prélèvement ont commencé à porter leurs fruits. A fin 2006, 900 donateurs étaient prélevés contre 700 à fin 2005.

Les activités de marketing direct se déclinent en trois sous activités :

1. la fidélisation ;
2. la réactivation d'anciens donateurs ;
3. la prospection de nouveaux donateurs.

Les actions de fidélisation

Les actions de fidélisation concernent la relance de donateurs actifs : 4 mailings ont été envoyés durant l'année. Deux d'entre eux incluaient une lettre et un 4 pages « Le courrier du CFSI » qui présente des informations générales sur les programmes soutenus par le CFSI.

Les opérations de fidélisation représentent 80 % des montants collectés. Parmi les principaux résultats de l'année, on notera :

1. une augmentation du nombre de personnes prélevées et une augmentation des montants prélevés (+ 18 %) suite à une opération de passage au prélèvement auprès des nouveaux donateurs : les prélèvements représentent 25 % des montants collectés ;
2. des taux de retour suite aux mailings de fidélisation moins élevés qu'en 2005 : cette baisse s'explique notamment par la composition du fichier qui intègre de nouveaux donateurs ;
3. par voie de conséquence des deux points précédents, une baisse du don moyen (le don moyen par prélèvement étant plus faible qu'un don issu d'un mailing mais bien sûr plus régulier).

La réactivation de donateurs

La « réactivation » de donateurs vise à solliciter d'anciens donateurs par des actions de télé-marketing réalisées avec l'aide d'un prestataire extérieur. Ce type d'activités n'a pas été réalisé en 2006, la priorité ayant été donnée à la prospection et à la fidélisation de nouveaux donateurs.

La prospection

Les opérations de prospection en 2006 se sont concrétisées par la fin de l'opération de prospection démarrée en 2005 et le démarrage d'une nouvelle opération fin 2006. Durant l'année 2006, le CFSI a recruté 3 760 nouveaux donateurs.

... Qui doit être poursuivi en 2007

Ces résultats doivent être améliorés en 2007 en finalisant l'opération de prospection et en renforçant les opérations de fidélisation. Le développement du prélèvement ainsi que du paiement par carte bancaire feront partie des moyens privilégiés.

4.4 Actions et outils de communication

Les activités de communication du CFSI peuvent être regroupées en trois grands axes :

- la communication vers le public et les donateurs ;
- la production de supports d'information vers le public ;
- la production d'outils de campagne.

Communication vers le public et les donateurs

Un plan de travail a été élaboré avec une série d'intervenants externes rassemblés pour l'occasion. Ceci a été l'occasion d'une collaboration très fructueuse, réalisée dans des conditions exceptionnelles de motivation des intervenants. Leur contribution a été pour certains totalement bénévole, pour d'autres à prix coûtant.

Le premier travail a consisté à renouveler le message et le visuel de la communication en direction des les donateurs, *via* des encarts presse ou des affiches. Cette communication a été axée sur le donateur et sa motivation de faire un don. Déclinée à l'envie, en modifiant la photo du donateur et la phrase d'accompagnement, ce visuel a aussi été employé pour accompagner la campagne de signature de pétitions de l'année 2006.

Travail sur visuel de communication grand public
Déclinaison sur 9 visuels

E. May pour le CFSI dans le cadre du concours SAPPY





La rénovation des supports vers les donateurs est complétée en 2007 par une évolution du 4 pages d'information périodique envoyé avec l'appel au don. L'impact de ce nouveau support pourra être apprécié à la fin de l'année 2007.

Par ailleurs, deux chantiers de produits partage ont été entamés en 2006 : le renouvellement du calendrier ; la mise au point d'un produit partage en direction des jardineries.

Pour la troisième édition du calendrier, réalisé avec l'agence Bernard et associés, le choix s'est porté sur un carnet de voyage sur le thème des épices, agrémenté de recettes originales du chef cuisinier Olivier Roellinger.

Productions liées à la collecte de fonds / communication grand public



Flyer prospection A4 plié
Estelle Verax pour le CFSI



Flyer promotion calendrier
A5
Estelle Verax pour le CFSI



Calendrier CFSI
Bernard & Associés
pour le CFSI

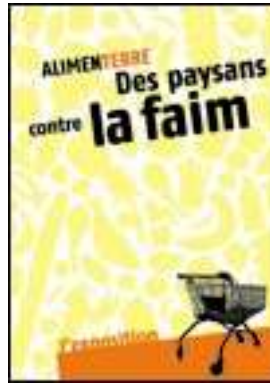
Une recherche approfondie a été engagée en 2006 sur le créneau des jardineries, en vue de proposer un produit partage faisant écho au thème « agriculture familiale » du CFSI. Ces recherches se sont conclues par un accord avec un distributeur de graines, qui a mis à son catalogue un produit partage opérationnel sur l'année 2007.

Supports d'information vers le public

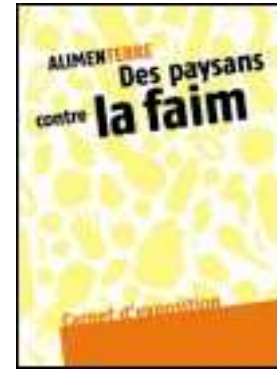
Il s'agit des supports employés pour la sensibilisation de l'opinion publique, en accompagnement des activités d'ALIMENTERRE. (affiches, documents d'information, documents d'accompagnement de l'exposition itinérante).



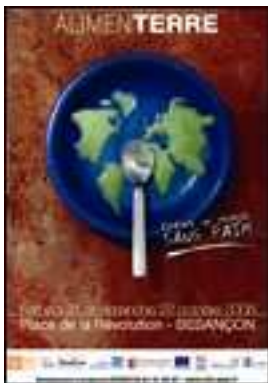
Affiche exposition
40x60cm
Félix Müller pour le CFSI



Carte postale exposition
10.5x15cm
Félix Müller pour le CFSI



Livret exposition
10.5x15cm – 54p.
Félix Müller pour le CFSI



Affiche événementielle
40x60cm – 5 modèles
Publicis pour le CFSI



Dépliant Collectif ALIMENTERRE
A4 – 1 pli
ADGP pour le CFSI



Calendrier Campagne lait
A3 – 2 plis
Estelle Verax pour le CFSI



Tiré à part
sur la Campagne Lait
Alternatives Economiques

Les autres productions ont concerné les activités de la mission coopération du CFSI (actes du séminaire « société civile et participation), fiche modèle de projet).

Productions liées à la mission de coopération internationale



Actes séminaire
Société Civile
21x29.7cm – 32p.
M. Planche pour le CFSI



Fiche projet type A4
Estelle Verax pour le CFSI

Supports de campagne

Productions liées à la campagne ALIMENTERRE « L'Europe est vache avec l'Afrique »



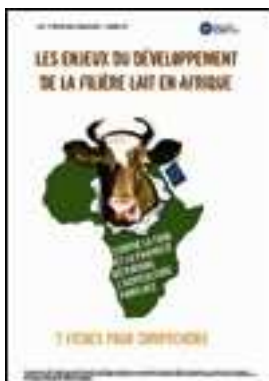
Affiche générique
Campagne lait 40x60cm
ADGP pour le CFSI



Affiche pétition
Campagne lait 40x60cm
ADGP pour le CFSI



Pochette Campagne lait
22.5x31cm (format fini)
ADGP pour le CFSI



9 fiches pour comprendre
Campagne lait 21x29.7cm
Rédaction Sarah Pomeranz
ADGP pour le CFSI

Carte postale Campagne lait
10.5x15cm
ADGP pour le CFSI

Dépliant Campagne lait
A3 recto verso, 2 plis roulés
Rédaction Collective
ADGP pour le CFSI

Site Internet

En 2006, le CFSI a contractualisé à nouveau avec la société Shirka pour mettre en œuvre les chantiers suivants :

- renouvellement de la charte graphique ;
- accès à des outils de statistiques plus fins ;
- mise en place d'une boutique en ligne ;
- mise en place du paiement en ligne sécurisé par carte bleue (pour les dons et la boutique en ligne) ;
- révision des rubriques (présentation des actions, des objectifs et missions du CFSI, du fond documentaire, etc.).

Comme chaque année, le site a largement présenté **ALIMENTERRE** (présentation détaillée du collectif **ALIMENTERRE**, de ses activités et de la campagne « Lait, l'Europe est vache avec l'Afrique ».)

Promotion du site : l'affichage systématique de l'adresse du site sur toutes les productions (plaquettes, mailings, publications etc.) a été poursuivi. Le site du CFSI est par ailleurs plutôt bien référencé sur les principaux moteurs de recherche, résultat des actions mises en œuvre les années précédentes.

Sur le plan des statistiques, les nouveaux outils ont été mis en place en fin d'année. On dispose ainsi d'un outil pour assurer un meilleur suivi.

5 ANNEXES

5.1 ALIMENTERRE – l'activité des pôles et relais régionaux

Aquitaine - Bordeaux

En collaborant avec l'ADFI Aquitaine, CCOOP Aquitaine, Accueil Paysans 24, le Crous de Bordeaux et le lycée agricole de Blanquefort, le RADSI qui coordonne la campagne **ALIMENTERRE** depuis quatre ans, se renforce pour passer de relais local à pôle régional Aquitaine. Au programme : six conférences, débats ou projections de films dont deux en milieu scolaire, des repas solidaires organisés en milieu universitaire et dans des cafétérias. La formation des militants sur les outils de la campagne a été jugée précieuse. Enfin le RADSI a accueilli l'exposition «**ALIMENTERRE**, des Paysans contre la Faim » pendant près de deux mois en fin d'année. Le bilan est mitigé (un peu moins de 500 visiteurs), en raison d'une information insuffisante à destination des lycées.

Auvergne - Clermont-Ferrand

Les activités **ALIMENTERRE** sont coordonnées par Anis Etoilé, un pôle régional très actif. Elles sont assurées par trente organisations de nature très diverse, majoritairement implantées dans le Puy-de-Dôme mais également dans les trois autres départements de la région. Un marché **ALIMENTERRE** a été organisé le 15 octobre 2006 grâce à un excellent partenariat avec une commune de l'agglomération clermontoise. La participation de Alzakhgui Gantulga, partenaire de Mongolie, présent pendant cinq jours au total en Auvergne, associée à une forte implication bénévole ont contribué à créer l'événement. Des stands **ALIMENTERRE** ont également été tenus dans trois autres foires importantes de la région à l'automne. Six tables rondes, projections de diaporama ou de films avec débats ont été organisés, dont un spécifique à destination de jeunes militants associatifs. L'impact a été très positif, tant du point de vue quantitatif (près de 400 personnes touchées), que qualitatif avec une très bonne participation du public et une forte implication des professionnels agricoles. Utilisant un diaporama sur le lait en Mongolie ou une intervention sur « la culture de l'arachide en Afrique et sur les fruits secs », les animations scolaires ont également permis de toucher environ 500 élèves dans le Puy-de-Dôme et en Haute-Loire. Deux séances de dégustations et goûter solidaire ont permis de toucher un public plus jeune ou familial. Grâce à la bonne reconnaissance d'Anis Etoilé, une dizaine de retombées média ont pu être comptabilisés, à la radio mais aussi dans la presse locale et régionale.

Franche-Comté - Besançon

Une petite dizaine d'organisations se sont engagées aux côtés du pôle régional Recidev pour animer la campagne cette année (Collectif Saône et Doubs Vivants, Confédération Paysanne, les Jardins de Cocagne, Artisans du Monde, Terre des Hommes, AgroBioConso, Doubs Nature Environnement, une Autre Assiette, Collectif Franche-Comté sans OGM...).

Au programme : trois conférences, dont deux ont profité de la présence du partenaire malien, Mobido Diarra, ont rassemblé près de 150 personnes. Un spectacle débat « tous dans le même caddie » abordant les questions de consommation citoyenne a réuni 130 personnes. A l'occasion de l'édition 2006 du Marché solidaire et alimentaire de Besançon inaugurée en présence de Modibo Diarra, un chapiteau a été consacré à la campagne « Lait » où 500 signatures ont pu être collectées. Environ 4 000 personnes au total ont pu être informées de la campagne à cette occasion. Réalisées dans six écoles primaires, les animations autour du lait ont permis de toucher environ 300 enfants. Une quinzaine d'interventions de deux heures ont été organisées au profit de sept lycées, permettant de sensibiliser 460 élèves. Enfin le service de la restauration scolaire de la ville de Besançon a proposé à ses 3 900 élèves un repas végétarien à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation.

La couverture médiatique de l'ensemble de ces activités est un peu inférieure à celle obtenue en 2005. Malgré tout, huit articles ont été recensés dans la presse locale ou régionale, deux interviews et deux émissions ont été diffusées sur des radios locales ou régionales.

Languedoc-Roussillon - Montpellier

En lien avec le CDTM (Centre de documentation tiers-monde), Artisans du Monde, le Réseau Education au Développement (Ministère de l'Agriculture), Agronomes et Vétérinaires sans Frontières et le service éducation de la Ville de Montpellier, le pôle régional coordonné par Lafi Bala a organisé un concours « le lait dans tous ses états » à l'occasion de déjeuners dans les cantines des écoles élémentaires de la ville de Montpellier. Cet événement de grande ampleur a permis de toucher près de 9 000 élèves ainsi que leurs parents, informés de la campagne par un texte inséré au dos des menus de la semaine. Quatre animations « un peu de sud dans votre assiette » ont été assurées en lycées, touchant plus de 550 jeunes et une table-ronde sur le thème « L'Europe est vache avec l'Afrique » a été organisée pour le grand public. Ces activités ont fortement bénéficié de la venue et la participation de deux partenaires du sud malien et sénégalais.

Limousin - Limoges

Bien impliqué depuis trois ans, la Maison des Droits de l'Homme a fédéré vingt-cinq partenaires autour de l'édition 2006 d'ALIMENTERRE, soit quinze de plus que l'an dernier. Jusqu'alors plutôt centré sur la Haute-Vienne, le pôle s'est étoffé d'acteurs de la Creuse et de la Corrèze, tout en poursuivant son renforcement dans son département d'implantation. En termes d'activité, un marché alimentaire organisé à Limoges par une équipe d'une vingtaine de bénévoles a permis de faire connaître la campagne à plus de 1000 personnes. Trois conférences dédiées à la campagne ont également rassemblé un public de 160 personnes. Environ 300 élèves issus de six collèges ou lycées ont pris connaissance de la campagne, grâce l'utilisation de vidéos et de l'exposition ALIMENTERRE « La Faim dans le Monde ».

Nord Pas-de-Calais - Lille

Pôle régional très actif, Cap Humanitaire a impliqué 17 structures locales dans la campagne ALIMENTERRE 2006. Cette mobilisation un peu plus faible qu'en 2005 s'explique par une période d'intérim chez eux et la défection du partenaire sénégalais, préjudiciable pour l'intérêt des débats. Jugé un peu difficile d'accès pour le grand public, le thème de la campagne a été vulgarisé grâce à des spectacles de rues (compagnie des Tambours Battants). Trois marchés alimentaires ont été organisés à Lille, Arras et Boulogne-sur-Mer, deux conférences-débats ont eu lieu sur le thème de la campagne et trois animations en milieu scolaire ont été organisées. Enfin l'exposition « la Faim dans le Monde » a circulé pour être utilisée en six lieux différents (marché, restaurant universitaire, mairie, Forum de l'économie sociale et solidaire, centre social...) dans la ville de Lille et ses environs.

Poitou-Charentes - Poitiers

En Poitou-Charentes, les activités sont coordonnées et mises en œuvre par des enseignants de lycées agricoles. Trois d'entre eux ont pris part à la campagne cette année. La défection de notre partenaire sénégalais malade a handicapé les animations. A la place, l'exposition ALIMENTERRE « La Faim dans le Monde » a été accueillie dans deux des trois lycées pendant deux semaines.

Rhône-Alpes - Lyon

L'association AVSF a coordonné la campagne en région Rhône-Alpes, en s'appuyant sur onze partenaires dont trois équipes Artisans du Monde, un lycée agricole, le CCFD, Alter Conso, le GRAD, le Secours Populaire, Ethiquable, le Philistin et Cannelle Solidarité. Les activités d'ALIMENTERRE ont été géographiquement étendues sur le territoire puisque deux départements supplémentaires ont été concernés par rapport à 2005. Un marché alimentaire à Lyon a permis de sensibiliser environ 1 500 personnes au thème de la campagne. Quatre débats ou conférences sur le thème du lait ont rassemblé près de 300 personnes. Leur succès est du à

une très bonne préparation des organisateurs et à la présence de notre partenaire mongol dont le discours a été jugé convaincant et accrocheur. Trois interventions en milieu scolaire ont sensibilisé plus de 200 lycéens. Touchant plus de 1 000 personnes, des expo-ventes et tenues de stand ont été assurées à trois reprises par Artisans du Monde permettant la signature de la pétition « lait ». La visite d'une exploitation laitière bio et d'ateliers de production de fromage a enfin été organisée à l'attention d'une trentaine de personnes dont notre partenaire mongol. Les retombées média de l'ensemble de ces actions ont en revanche été faibles avec deux articles presse et deux passages à la radio.

Briançon

Artisans du Monde, appuyé par le CCFD et la MJC de Briançon est le chef de file depuis cinq ans. Ils estiment s'être bien appropriés la campagne d'interpellation « Lait, l'Europe est vache avec l'Afrique » grâce à un argumentaire de campagne qu'ils ont jugé très bien fait. La campagne a ainsi apporté un plus au sein de la boutique Artisans du Monde. En termes d'activités, un stand sur un marché hebdomadaire, un débat sur le thème du lait en Afrique et une animation « avec les paysans africains, un monde sans faim est possible » à la MJC ont permis de toucher un public de plus de 200 personnes, en plus des clients de la boutique ADM.

Lorient

En s'appuyant sur huit organisations locales, le CRISLA (Ritimo) a organisé deux débats traitant de la problématique du Lait. Quatre animations ont été conduites en direction de lycées ou Maison Familiale Rurale. Attac, la Confédération Paysanne et la Casi Bretagne ont été particulièrement impliqués dans la signature de pétitions. L'exposition « Voyage en Terre Nourricière » a également exploitée pendant plus de trois semaines. La venue de Tiayédia Ndiaye, partenaire sénégalais professionnel de l'élevage, a été très appréciée.

Marseille

Petit pôle local, la CODES a coordonné l'action de cinq organisations. L'action a essentiellement consisté en la tenue d'un stand et de l'exposition « Voyage en Terre Nourricière » lors de la manifestation « Lire en Fête », pendant trois jours, au Parc Chanot de Marseille. Ont également été assurés une présence au sein de deux marchés alimentaires et une animation dans un lycée d'Aubagne.

Nancy

Partenaire pour la première fois cette année, le Comité de pilotage du Marché du Monde a regroupé cinq organisations (Artisans du Monde, Ingénieurs sans Frontières, Africaction, CLID et CCFD) mobilisées autour de l'organisation de la 5ème édition du Marché du Monde à Nancy. Sur 72 associations exposantes, quatre ont relayé la campagne. Le public toutefois nombreux (6 000 à 7 000 personnes) était encouragé à signer la pétition via des annonces radio. Une conférence a été assurée dans ce cadre.

Nantes

La Maison des Citoyens de Nantes a souhaité que cette édition 2006 d'ALIMENTERRE permette d'évoquer les problématiques de l'alimentation de façon plus institutionnelle, lors du Forum Mondial des droits de l'homme, organisé à Nantes en juillet. Une table ronde a ainsi rassemblé une cinquantaine de personnes. La pétition « lait » a bénéficié d'un appui particulier de la part de l'école vétérinaire de Nantes, l'association Anophèle, le CCFD et Frères des Hommes.

Rambouillet

La Bergerie Nationale a coordonné une journée d'animations avec une quinzaine d'autres organisations : Max Havelaar, Artisans du Monde, CCFD, Un Jardin au Mali, Association Pleine Terre, Gaec du Pot de Lait... 1 155 personnes ont pu se renseigner, discuter et faire des dégustations de produits dans le cadre d'un marché alimentaire. Un débat sur l'agriculture familiale en présence du partenaire mongol, a été proposé, réunissant plus particulièrement environ 800 personnes. Alzakhgui Gantulga a pu expliquer et illustrer concrètement la concurrence entre les produits laitiers mongols et les importations venues de l'Union Européenne. Animations et jeux autour du lait pour les enfants, exposition, atelier cuisine sur les cinq continents étaient en outre ouverts à tous. Au-delà de cette journée, des projections de films et débats ont permis de toucher 200 élèves de primaire.

Saint Brieuc

Relais local, le Résia a profité de cette campagne 2006 pour initier un partenariat avec un syndicat agricole, la Confédération Paysanne. Au total, six organisations locales se sont associées à l'action. Profitant de la présence du partenaire sénégalais, une table ronde « Lait : L'Europe est vache avec l'Afrique » a rassemblé un public de 90 personnes. La visite d'une laiterie a ensuite été organisée, lui permettant la rencontre de professionnels bretons. Deux animations en milieu scolaire ont été assurées pour un public de 260 enfants.

5.2 Les actions menées par les étudiants

L'association Starting-Block

Starting-Block coordonne une plateforme composée des associations étudiantes suivantes : Solem, Sankana, Equiterre, Kultures, Cap'Solidarité, Hilap, Magisphère, ISF Paris 4, ISF Paris Sud, ISF Submeca et ISF Paris Ouest. Ont également été associées, « les débats de l'agro » et la Maison du Monde d'Evry. Une table ronde a été organisée sur le thème des productions laitières dans l'UE et en Afrique, réunissant une cinquantaine de personnes. Des quizz et jeux autour de l'exposition « La Faim dans le Monde », un atelier d'immersion dans la culture africaine, un projet autour du thème « Nourrir les hommes », des goûters et repas « insolents » autour des inégalités Nord-Sud, sont quelques-unes des animations qui ont permis de toucher onze classes de collèges, neuf classes de lycées, des étudiants et jeunes professionnels. L'action de Starting-Block devrait se renforcer en 2007 grâce à l'arrivée récente d'une coordinatrice nationale de réseau.

Le consortium Déclic-Fage-ISF

Créée en 1989, la Fédération des associations générales étudiantes (FAGE) est un réseau de plus de 1 500 associations étudiantes. Une des principales vocations de la FAGE est de favoriser l'engagement associatif des étudiants et de dynamiser la vie associative sur les campus et dans les écoles. Fondée en 1982, ISF est une fédération de solidarité internationale constituée de 38 associations implantées dans 80 écoles d'ingénieurs et universités technologiques françaises. ISF s'engage à favoriser le développement durable, l'égalité des droits entre les populations et un exercice harmonieux des droits civils, politiques et économiques en questionnant le rôle et les pratiques des ingénieurs. Créée en 1995 par des étudiants de l'université Paris 13, l'association Déclic « agitateur de solidarité » a enfin pour objet d'accompagner les acteurs de la solidarité dans leurs actions de communication et de sensibilisation.

L'implication de ces trois partenaires en consortium dans le cadre de la campagne **ALIMENTERRE** s'explique par leur complémentarité. La FAGE fait valoir sa tradition d'engagement citoyen et sa capacité à toucher un grand public. ISF propose sa connaissance de la solidarité internationale et son expérience de terrain au Sud et au Nord. Enfin Déclic coordonne l'ensemble de la campagne. Ce consortium s'appuie sur cinq ans d'expérience.

Leurs objectifs concernant la campagne **ALIMENTERRE** étaient les suivants :

- Sensibiliser entre 100 000 et 200 000 étudiants français ;
- Toucher les médias étudiants autour des actions réalisées ;
- Mobiliser entre 40 et 50 associations relais pour l'organisation d'animations ;
- Matérialiser la prise de position des étudiants français en matière de souveraineté alimentaire par la signature de 5 000 à 8 000 pétitions d'ici fin janvier 2007 ;
- Matérialiser la prise de position des étudiants français par la demande de rendez-vous auprès de représentants politiques.

La campagne « Lait : L'Europe est vache avec l'Afrique » a ainsi été déclinée à l'attention d'un public étudiant. Le visuel de la vache a été conservé avec un nouveau slogan : « Si les étudiants ne commencent pas à changer le monde, qui va s'y mettre ? ». Lancée mi-octobre, l'action s'est poursuivie jusqu'en mars 2007, pour atteindre un bilan très satisfaisant (plus de 7 000 signatures de pétitions ont été enregistrées). Détaillé ci-dessous, le bilan d'étape établi à la mi-décembre 2006, est donc tout à fait provisoire.

Au 19 décembre 2006, 37 865 étudiants avaient pris connaissance de la campagne « Lait : L'Europe est vache avec l'Afrique ». Parmi eux 6 352 avaient entendu le message politique de la campagne au sens large et 3 274 étaient venus voir une exposition, une conférence ou ont

signé la pétition. Le premier temps de mobilisation (du 14 octobre à fin décembre 2006) a donné lieu à 41 actions organisées par 27 associations étudiantes relais dans 21 villes universitaires françaises. 1896 signatures de pétition ont été collectées. Un blog a également été créé et mis en ligne dès la fin du mois de novembre.

LES 16 ACTIONS DU RESEAU DECLIC

PARIS et Banlieue

A l'antenne parisienne de l'Association de la Fondation Etudiante pour la Ville - AFEV - la campagne a été relayée par un affichage dans plusieurs locaux associatifs dont la maison des initiatives étudiantes.

A Cachan, l'Ecole Normale Supérieure - ENS - l'association Solidarité Normalienne effectue une campagne d'affichage au sein de l'école, et met la pétition ainsi que des dépliants à la disposition des étudiants.

A l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne l'association Magisphère Niger organise une campagne d'affichage au sein de l'université puis une soirée étudiante avec concert le 20 décembre.

Sur le campus de l'université Paris 6, l'association Organisation pour la Solidarité des Etudiants Africains - OSEA - fait signer la pétition en interne et à ses membres.

A l'Université Versailles Saint Quentin, l'association Humanitude a fait une campagne d'affichage au sein de l'université et tient un stand du 18 au 22 Décembre. A cette occasion, ils font signer la pétition pour la défense de l'agriculture familiale.

Sur le campus de l'ESSEC à Cergy Pontoise, l'association Essec Partenariats Humanitaires - EPH - a organisé des stands ainsi qu'une campagne d'affichage pour relayer la campagne Lait la semaine du 11 au 15 Décembre.

CAEN

L'association Kultures relaye la campagne à Caen sur les marchés de Noël et les stands de papiers cadeaux qu'ils tiennent en ville jusqu'au 24 Décembre. Les associatifs sensibilisent le public aux thématiques de la campagne, et encouragent les promeneurs à signer la pétition.

GRENOBLE

L'association Club Baobab tient un stand du 18 au 22 Décembre sur le Marché de Noël de Chambéry et fait circuler la pétition ainsi que des dépliants aux promeneurs.

LILLE

Sur le campus de la Fac de Médecine, l'association Lille aux Partages fait signer la pétition. L'association Teranga a fait signer la pétition lors des petits déjeuners qu'elle a organisé sur le campus de l'Ecole Supérieure Commerce entre le 25/11 et le 4/12.

LYON

Dans le Centre ville de Lyon, le Collectif des Associations de Développement en Rhône-Alpes - CADR - et le Réseau Silyon ont organisé un village de la solidarité sous un chapiteau, du 17 au 19 Novembre 2006 composé de plusieurs stands associatifs relatifs à la solidarité internationale. Un stand était consacré à la campagne Lait. Ces 2 associations étudiantes relayent également la campagne sur Internet.

MONTPELLIER

A l'Université Paul Valéry, l'association Lettres Gidel a tenu deux stands, un le 1er Décembre pour le Sidaction, et le deuxième le 8 Décembre pour le Téléthon. Ils en ont profité pour faire

signer la pétition et distribuer des dépliant d'information aux signataires. L'association Odyssea fait signer la pétition sur le campus de l'université Montpellier 3.

NANTES

Sur le campus de l'Université de Nantes, l'association La pèch mène une campagne d'affichage du 13 au 22 Décembre et dépose des dépliant et des pétitions dans les lieux fréquentés du campus. L'association 1,2,3 Sourires fait signer la pétition en interne sur le campus de l'ISEG – Ecole de Commerce.

ROUEN

A l'UFR Psycho/Socio de l'université de Rouen, l'association Sciences Humaines Actives a tenu un stand et effectué une campagne d'affichage du 4 au 15 Décembre.

LES 5 ACTIONS DU RESEAU FAGE

BLOIS

Lors de l'Assemblée Générale de la Fédération des Associations Générales Etudiantes – FAGE – au "Hall aux Grains" lieu de conférence de Blois, une formation sur la campagne a été réalisée les 26 et 27 octobre. Un stand a été tenu dans le hall principal, lieu de rassemblement des 250 participants.

MULHOUSE

L'association Fédérative du Haut Rhin – AFEHR - a tenu un stand lors de son Week-End de Formation du 3 novembre où des kits ont été distribués afin de sensibiliser et faire connaître la campagne. 50 personnes étaient présentes.

NANCY

La Fédération Nationale des Etudiants en Soins Infirmiers – FNESI - a distribué des dépliant et tenu un stand dans le hall d'entrée de la structure lors de leur week-end de formation les 26 et 27 novembre. 110 personnes étaient présentes.

A la faculté des sciences, la Fédération des Etudiants de Nancy – FEDEN – a tenu un stand dans la salle à manger, lieu où se déroulaient les repas et les formations lors de son week-end de formation du 17 au 19 novembre. Les 1500 étudiants étaient très intéressés par la campagne, et les outils très appréciés.

POITIERS

A la faculté de médecine de Paris, l'Association Nationale des Etudiants en Médecine – ANEMF - a organisé une formation sur la campagne lors du week-end de formation de solidarité santé publique du 17 au 19 novembre, ce qui a permis de former une vingtaine d'associatifs.

LES 20 ACTIONS DU RESEAU ISF

Les journées nationales d'ISF à GIF SUR YVETTE

Aux Journées Nationales, deux ateliers ont été organisés. L'un sur le fond, a été animé par Jean-Louis Vielajus, Délégué général du CFSI, Caroline Dorémus Mège de Agir Ici – Oxfam France et Daniel Mouhidine, directeur d'une coopérative laitière aux Comores, invité spéciale-

ment pour la campagne, et a été suivi par une quarantaine de personnes. L'autre sur la mobilisation, a regroupé une quinzaine de personnes, soit 15 groupes ISF représentés.

6 FORUMS REGIONAUX : Toulouse, Mulhouse, Compiègne, St Etienne, Nantes et Alès

Au cours de chacun des 6 Forums régionaux qui ont eu lieu les week-end du 14 et 15 octobre et du 21 et 22 octobre un peu partout en France, un atelier ALIMENTERRE a eu lieu. 22 groupes ont ainsi été sensibilisés et formés.

7 animations à TOULOUSE

ISF Toulouse a fait circuler l'exposition dans toutes les écoles suivantes : ENSEEIHT, SUPAERO, ENAC, ENSAT, INSA, ENSICA et ENSIACET, entre le 6 Novembre et le 24 Novembre. Ils ont systématiquement animé un stand qui leur a permis de sensibiliser les étudiants et les profs, mais aussi de faire signer des pétitions.

AIX

ISF Pays D'Aix, accueille une exposition du CFSI la semaine du 11 décembre et l'exposition ALIMENTERRE la semaine du 18 décembre. Ils tiennent à cette occasion un stand pour sensibiliser et faire signer la pétition.

ALES

ISF Alès fait signer la pétition en interne et dans l'Ecole des Mines d'Alès.

DIJON

ISF Dijon a organisé une conférence à l'Ecole Nationale Supérieure de Biologie Appliquée à la Nutrition et à l'Alimentation - ENSBANA - avec Daniel Mouhidine le 5 décembre 2006 et une campagne d'affichage. Ils ont accueilli l'exposition du 4 décembre au 14 décembre.

MONTPELLIER

ISF Montpellier a organisé une conférence sur l'OMC, les APE et a présenté la campagne à Supagro. Ils ont fait une campagne d'affichage toujours à Supagro. La dernière semaine de janvier, ils organisent une semaine d'activités et de mobilisation sur le thème de la souveraineté alimentaire.

NANCY

ISF Nancy a tenu un stand au marché du monde du 18 Novembre où un intervenant du CFSI a participé à une conférence. Ils ont ensuite organisé une conférence avec Daniel Mouhidine, qui témoignait, le 4 décembre 2006.

PARIS

ISF Paris Jussieu a organisé une exposition du 18 au 22 décembre, deux campagnes d'affichage à l'université de Jussieu et à l'Ecole Polytechnique et fait signer la pétition.

BILAN D'ETAPE DU BLOG

Outil d'animation, de réseau et de création de trafic, le blog de la campagne étudiante a été mis en ligne le 22 novembre pour créer une émulation, atteindre un public jeune non affilié aux réseaux du consortium et pour multiplier la signature de la pétition. Au 19 décembre

2006, le bilan d'étape faisait état d'une alimentation quotidienne (34 notes publiées) qui conservait un équilibre entre les textes de fond et l'actualité liée à la campagne. 597 visiteurs uniques étaient dénombrés (22,1 visites par jour en moyenne).

5.3 Le CFSI à Paris

Deux événements majeurs ont permis de porter la campagne 2006 à l'attention du grand public : la Fête de la Science à la Cité des Sciences et de l'Industrie à Paris, et Terre-en-Tête, 4ème Biennale de l'environnement pour un développement durable dans le département de Seine Saint-Denis.

ALIMENTERRE à la Cité des Sciences et de l'Industrie

Pour la cinquième année consécutive, le CFSI a mis en oeuvre un partenariat avec la Cité des Sciences et de l'Industrie (CSI) dans le cadre de la Fête de la Science, qui accueille en un week-end plus de 50 000 personnes. Ce partenariat permet d'organiser durant trois jours un marché alimentaire et solidaire sur le parvis de la CSI. Il a pour objectif de sensibiliser un public non militant.

Associé à Artisans du Monde et au Forim, le CFSI a permis au public de rencontrer des associations de solidarité internationale et des associations de commerce équitable et d'échanger avec elles sur la lutte contre la faim et le soutien à l'agriculture familiale. Les actions plus spécifiquement conduites cette année ont été les suivantes :

- L'inauguration de l'exposition « **ALIMENTERRE** - Des paysans contre la faim ». D'une superficie de 150 m², l'exposition présente les différentes facettes de la faim dans le monde, en lien avec l'agriculture familiale.
- L'animation d'un espace dédié à la découverte des cuisines du monde ;
- La signature de la pétition de la campagne 2006 ;
- De nombreuses animations : des jeux autour du lait au stand enfants, deux spectacles vivants, un espace de débats, un quiz pour accompagner la visite de l'exposition, etc.

Il est difficile de chiffrer la fréquentation spécifique à **ALIMENTERRE**. Nous estimons avoir touché environ 4 000 visiteurs parmi les 50 000 comptabilisés dans le cadre de la Fête de la Science. Ces trois jours drainent un public nombreux, ce qui constitue une aubaine pour **ALIMENTERRE** pour toucher un public non sensibilisé à des questions de solidarité internationale. Néanmoins la maîtrise d'œuvre directe par l'équipe du CFSI et la concentration de l'opération avec le temps fort de la campagne conduit à redéfinir notre investissement sur Paris. En ce sens, la constitution d'un pôle parisien prenant en charge les activités sur Paris constituera l'un des objectifs de l'année 2007.

Terre en Tête 2006

Organisée par le Conseil Général du 93, la 4ème Biennale de l'environnement pour un développement durable s'est tenue du 28 septembre au 1er octobre 2006 et a rassemblé environ 200 stands d'entreprises, d'associations, de collectivités territoriales ou d'organisations internationales. Un public de plus de 50 000 personnes s'était déplacé pour rencontrer des professionnels et chercher de l'information. Cette manifestation a permis au CFSI de toucher un public nombreux et sensibilisé. 180 classes de niveau lycée, collège ou primaire se sont notamment déplacées. De nombreuses visites de l'exposition de 9m² « La Faim dans le Monde » ont été organisées à leur attention, en lien avec l'association Starting Block. En terme de grand public, environ 600 personnes ont pu être touchées.